

## L'ADENA s'oppose à un dialogue politique précipité

**L'Action démocratique nationale (ADENA) dit non au dialogue politique précipité en ce moment où le regard des Congolais est tourné vers les élections générales.**

T.M.



Depuis le lancement des consultations des partis politiques et forces sociales en vue d'un dialogue politique initiées par le chef de l'Etat, l'Action démocratique nationale (ADENA), parti politique de l'Opposition, par la voix de son président national, Clovis Kabongo Malemba, s'oppose à un dialogue précipité dans le format actuel pour « accorder un nouveau mandat à Joseph Kabila ».

Dans une déclaration à la presse, l'évangéliste Clovis Kabongo a dit que l'idée du dialogue n'est pas mauvaise, car la démocratie signifie la liberté d'expression, le débat, le rôle de l'Opposition dans le jeu démocratique, le droit des citoyens d'élire les dirigeants de leur choix, l'alternance politique, etc. Et de noter : « Le contexte actuel, marqué par l'organisation des élections n'est pas propice à amorcer un quelconque dialogue ».

S'agissant du découpage territorial, il a estimé que la décentralisation s'est confirmée, à la suite des consultations nationales, comme un besoin fondamental et une aspiration profonde des populations congolaises, pour une gouvernance de proximité.

La précipitation du gouvernement d'aller vers le découpage territorial pour mettre en œuvre la décentralisation n'est pas susceptible d'apporter des réponses aux préoccupations des Congolais.

Il est temps de surseoir à cette stratégie qui constitue une balkanisation déguisée du pays. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas intégré cette dépense importante dans son budget de l'exercice 2015.

### L'OPPOSITION APPELÉE À PLUS D'UNITÉ

Le leader de l'ADENA pense que l'élaboration des prévisions budgétaires pour l'exercice 2015, tant du pouvoir central, des provinces que des entités décentralisées n'a pas tenu compte des principes de l'annualité, de l'universalité, de la légalité des recettes et de dépenses. Où est-ce que le gouvernement va trouver les ressources additionnelles d'environ 5 milliards

USD pour financer la construction des infrastructures pouvant accueillir les nouvelles institutions provinciales et locales, s'est interrogé l'évangéliste Clovis Kabongo. Le président de l'ADENA a exhorté l'Opposition à plus d'unité et de fermeté dans ses rangs pour ne pas tomber dans le piège de la division et de la fragilisation.

Avant de rappeler que lors de la présidentielle de 2011, l'Opposition avait aligné plusieurs candidats contre un seul de la Majorité. Cette stratégie a été contre-productive dans la mesure où l'Opposition a raté d'accéder aux hautes fonctions de l'Etat.

Au regard de tous les problèmes soulevés liés à la gouvernance démocratique, Il est d'avis qu'un tel dialogue aurait son sens si, au préalable, les responsables politiques de l'Opposition, les acteurs de la Société civile et de différents mouvements associatifs qui sont arrêtés, recourent leur liberté.

Il a, par ailleurs, fait remarquer que la finalité inavouée du dialogue politique initié par le pouvoir en place est de s'assurer de l'implication de la classe politique et des forces sociales pour négocier un glissement du calendrier électoral. L'avenir politique de la RDC doit reposer sur le respect de la Constitution et des règles du jeu démocratique pour assurer le développement et le bien-être collectif et intégral de la population, a-t-il conclu.

## Modernisation de l'armée : la poursuite de la réforme jugée indispensable

STÉPHANE ETINGA

La réforme des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) est au centre d'un séminaire de renforcement des capacités des militaires ouvert mercredi au Centre supérieur militaire situé dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa.

A cette occasion, le lieutenant général Dieudonné Amuhuli, chef d'Etat-major général adjoint en charge des opérations et renseignements, a indiqué que la consolidation des FARDC à la faveur de sa modernisation devrait passer par la poursuite de la réforme jugée indispensable au regard de toutes les agressions et les guerres récurrentes dont la République démocratique du Congo est victime.

D'après lui, il y a lieu de tout mettre en œuvre pour parvenir à une armée réellement républicaine, moderne, professionnelle et surtout dissuasive. Malgré les victoires remportées haut la main sur les forces du mal, le général Amuhuli a invité les participants à davantage d'efforts afin de sauvegarder non seulement les acquis, mais surtout pour les améliorer pour la consolidation de la paix.

Prenant la parole à son tour, le vice-ministre de la Défense nationale, Anciens combat-

tants et Réinsertion, René Sibumatubuka, a retracé l'historique de la réforme des FARDC depuis 2008 et dressé un diagnostic sévère quant à l'efficacité de notre armée d'après la table ronde des services de sécurité.

C'est qui, selon le vice-ministre Matubuka, a conduit le commandant suprême des FARDC, le président de la République Joseph Kabila Kabange, à opter pour la réforme, rapporte l'ACP.

Le plan révisé des réformes des Forces armées de la RDC repose, d'après le vice-ministre, sur trois piliers, à savoir le trinôme formation continue, équipement adéquat et casernement.

Il a aussi déclaré que bien ambitieux, ce programme devait, à terme, donner à la nation congolaise un outil de « défense performant, dissuasif et citoyen ».

On rappelle que la réforme des services de sécurité de la RDC est une question qui préoccupe le chef de l'Etat, Joseph Kabila et l'ensemble du gouvernement.

Notre pays compte pour cela sur l'appui de ses partenaires parmi lesquels l'Union européenne, les Etats-Unis et bien d'autres. Ils se sont impliqués, notamment dans la formation de nos troupes qui, à l'heure actuelle, méritent la confiance de la population et de leurs hiérarchies.

## Cinq questions à Kabeya N'Kashama-Mutoke (\*)

**1. Quelle est la position du Congrès des Démocrates pour le Progrès Social (CDPS) sur le dialogue politique préconisé par le président Joseph Kabila ?**

Le CDPS obéit aux principes qui font du dialogue une manière républicaine et démocratique de prévention et de gestion consensuelle de crise dans la marche de la nation. Il se fonde sur l'encrage des valeurs traditionnelles de l'arbre à palabre africaine qui ont permis à nos sociétés de s'administrer et de résister à travers plusieurs vicissitudes dans l'espace et le temps durant des siècles. Mais le dialogue ne peut pas se faire n'importe comment, au risque de conduire à l'inverse des résultats escomptés. Notre position est claire à ce sujet: dans son intervention du 9 juin 2015, le président du CDPS, François-Xavier Beltchika, a précisé que le dialogue doit être d'abord contextualisé pour éviter toute ambiguïté; ensuite, il doit dégager un consensus sur le calendrier électoral en fonction des contraintes temps et des moyens disponibles en privilégiant l'élection présidentielle dont le délai buttoir est fixé dans la constitution, avec jumelage des législatives nationales; enfin, il doit traiter de l'intégration dans le fichier électoral des nou-

veaux majeurs depuis 2011, et dégager un consensus sur la sécurisation du processus électoral pour les élections crédibles, transparentes et apaisées.

**2. L'Opposition, dont le CDPS fait partie, réclamait depuis plusieurs années « un vrai dialogue ». Pourquoi le récuse-t-elle aujourd'hui ?**

La tentative des ténors de la majorité à vouloir modifier l'article 8 de la loi électorale qui conditionnait la tenue de l'élection présidentielle de 2016 à un recensement de la population est à la base de cette réserve. Car, ce recensement repousserait la date de la présidentielle au-delà de l'échéance prévue par la constitution et permettrait ainsi à Joseph Kabila de rester au pouvoir illégalement. Le soulèvement populaire des 19, 20 et 21 janvier 2015 à Kinshasa et dans d'autres villes du pays a contraint le pouvoir à faire preuve d'une «sagesse» tardive et d'élargir la disposition querellée du fameux article. Cette volte-face a permis d'apaiser les tensions avec le peuple. Ce comportement, et le mot n'est pas assez dur, s'apparente à un calcul politique. Il ne peut qu'exacerber la méfiance de l'opposition vis-à-vis de la majorité au pouvoir. L'opposition refuse donc d'une énième manœuvre suscep-



tible d'aider Joseph Kabila à se maintenir au pouvoir au-delà de 2016, ce qui lui est actuellement interdit par la constitution.

**3. Evidemment, une partie de l'Opposition prête à la majorité présidentielle l'intention de préparer un « glissement » pour le prolongement du mandat de Joseph Kabila. Selon vous, sur quoi fonde-t-elle cette idée ?**

Certains membres de la majorité poussent le président Kabila à se maintenir au pouvoir pour leurs propres intérêts égoïstes. Le mutisme du principal intéressé, par ailleurs garant de la constitution, n'est pas fait pour clarifier la situation. Il participe à accréditer cette thèse, d'où la méfiance et la vigilance de l'opposition et de

l'opinion publique. Le CDPS considère qu'en sa qualité de garant de la constitution, le président de la République a l'obligation de respecter et de faire respecter la constitution qui est au-dessus de tous. A défaut de le faire, il sera le premier responsable de la crise aux conséquences imprévisibles qui en résulteraient.

**4. Tout n'est pas non plus clair du côté de l'opposition qui semble être divisée sur sa participation à ce dialogue. Comment expliquez-vous ce genre de divergence à l'approche des échéances électorales ?**

C'est la crise de confiance entre acteurs politiques due au déficit de consensus autour des principes et des valeurs républicains privilégiant l'intérêt général et la volonté des gouvernants à vouloir se pérenniser au pouvoir, même en violation de la constitution. En effet, Cette attitude sème la confusion dans l'esprit de la population. Il appartient à la classe politique de l'opposition de tenir un discours clair et de rester cohérente dans sa démarche. C'est cette ligne politique que nous défendons au sein du CDPS.

**5. Martin Kobler, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RD Congo et chef**

**de la Monusco, a affirmé être disposé à offrir ses bons offices si le Président Joseph Kabila et les partis au dialogue le souhaitent. Qu'en pensez-vous ?**

Cela prouve que la RD Congo peut compter sur des amis qui s'interrogent sur le gâchis qu'ils vivent sous les yeux. Il faut saluer la prédisposition de M.Kobler. Elle est louable. Mais il faut qu'il jouisse de la confiance des partenaires au dialogue; qu'il inspire la neutralité; qu'il soit capable de faire adopter par les partenaires des solutions de compromis efficaces. Sinon, la préférence reste aux Congolais. Notre pays gagnerait en face du monde et de son peuple en offrant l'image d'une nation mature à même de résoudre lui-même tous ses problèmes. Le CDPS milite pour le renouvellement de la classe politique capable de travailler dans ce sens.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ROBERT KONGO,  
CORRESPONDANT EN FRANCE

(\*) Secrétaire national adjoint aux relations extérieures chargé de la Francophonie et des relations avec les partis politiques étrangers.